



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

ArcelorMittal

Question au Gouvernement n° 654

Texte de la question

ARCELORMITTAL

Mme la présidente . La parole est à M. Laurent Alexandre.

M. Laurent Alexandre . Avec la Macronie, vous avez accepté la délocalisation des fonderies et des productions automobiles françaises, vous avez abandonné l'usine de chimie Vencorex après celles de la SAM et de GM&S. ArcelorMittal annonce 600 licenciements. Le groupe veut délocaliser aux États-Unis, au Brésil et en Inde. Si aucune mesure n'est prise, ce sont 15 000 emplois qui seront menacés, 60 000 avec les sous-traitants.

Les délocalisations sont des catastrophes pour les territoires, mais aussi des drames humains. Elles menacent la souveraineté industrielle de notre pays et l'avenir de notre économie. Sans sidérurgie nationale et sans acier, la relocalisation d'industries est impossible dans les territoires. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NFP.*)

Nous ne cessons de vous proposer une planification industrielle s'appuyant sur un protectionnisme solidaire, le conditionnement des aides publiques au maintien de l'emploi et à la relocalisation d'activités dans les bassins sinistrés (*Mêmes mouvements*), l'interdiction des licenciements en cas de versements abusifs de dividendes et un prix de l'énergie stable pour nos entreprises.

Votre dogmatisme est incapable de protéger notre industrie. Arrêtez de vous laisser rouler dans la farine par Mittal ! (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LFI-NFP. – Mme Dieynaba Diop applaudit également.*) Il y va de l'intérêt supérieur de la nation. Au total, 850 millions d'euros d'aides publiques ont été attribués à Mittal pour décarboner le site de Dunkerque, mais rien n'a été entrepris. Pire, Mittal a enrichi de façon indécente ses actionnaires avec l'argent public : ils ont touché plus de 6 milliards de dividendes en trois ans.

Nous vous demandons d'être intransigeants ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NFP.*) Vous avez imposé un budget injuste aux Français par 49,3, mais vous avez peur de contraindre Mittal. Cessez d'être forts contre le peuple, soyez forts pour le peuple ! Nationalisez ces usines pour sauver les emplois et les savoir-faire ! (*Mêmes mouvements.*)

Monsieur le ministre, laisserez-vous Mittal délocaliser ses usines malgré tout l'argent public qu'il a reçu ? Vous engagez-vous à nationaliser en cas de fermetures de sites ? (*Les députés du groupe LFI-NFP se lèvent et applaudissent. – Applaudissements sur quelques bancs du groupe SOC.*)

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre chargé de l'industrie et de l'énergie.

M. Marc Ferracci, *ministre chargé de l'industrie et de l'énergie* . Il y a deux manières d'aborder le sujet de

l'industrie dans notre pays : on peut critiquer ou on peut agir. (*Exclamations sur les bancs du groupe LFI-NFP.*) Vous nous parlez de protection commerciale : nous avons agi au niveau européen pour défendre la filière sidérurgique en mettant sur la table des propositions reprises par la Commission européenne le 19 mars dernier dans le cadre d'un plan acier.

Vous nous parlez des prix de l'électricité : nous accompagnons les négociations qui se déroulent actuellement entre EDF et les industriels électro-intensifs, dont Arcelor. (*Mme Ségolène Amiot s'exclame.*) L'objectif est de donner à nos industriels la capacité de lutter à armes égales sur les prix de l'électricité avant le 1er janvier 2026, et nous allons l'atteindre.

Vous nous parlez de la filière sidérurgique et d'Arcelor : dans ce domaine aussi, nous agissons. Dès que j'ai été nommé ministre de l'industrie, j'ai alerté sur la situation de ce secteur.

Un député du groupe LFI-NFP . Alerter, ça ne sert à rien !

M. Marc Ferracci, ministre . J'ai rencontré la semaine dernière les représentants de la direction Europe d'Arcelor pour comprendre les perspectives des différents sites concernés par les restructurations. (*Exclamations sur plusieurs bancs du groupe LFI-NFP.*) Au début de la semaine, j'ai rencontré le commissaire Séjourné pour lui indiquer les leviers du maintien de l'emploi industriel pour Arcelor et la filière sidérurgique.

Mme Anne Stambach-Terreñoir . Concrètement, vous faites quoi ?

M. Marc Ferracci, ministre . Ces leviers existent aux niveaux français et européen. Enfin, j'ai rencontré hier les élus et les représentants syndicaux pour leur présenter les actions que nous envisageons au niveau européen.

Dire que nous n'agissons pas n'est donc pas vrai. Et dire que toutes les solutions ne valent rien en dehors d'une nationalisation, c'est ne pas entendre les élus du territoire et les représentants syndicaux. (*« Ah ! » et sourires sur les bancs du groupe LFI-NFP.*) J'ai échangé avec eux hier et ils ne tiennent pas tous le même discours. Certains sont conscients que la seule et véritable solution pour garantir la pérennité de l'acier dans notre pays est d'investir et d'innover, en particulier dans la décarbonation. (*Exclamations sur quelques bancs du groupe LFI-NFP.*)

Mme Anaïs Belouassa-Cherifi . C'est n'importe quoi !

M. Marc Ferracci, ministre . Nous y sommes prêts, contrairement à vous ! (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe HOR. – Mme Danielle Brulebois applaudit également. – Vives exclamations sur les bancs du groupe LFI-NFP.*)

M. Aurélien Le Coq . Vous abandonnez les Français !

Données clés

Auteur : [M. Laurent Alexandre](#)

Circonscription : Aveyron (2^e circonscription) - La France insoumise - Nouveau Front Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 654

Rubrique : Industrie

Ministère interrogé : Industrie et énergie

Ministère attributaire : Industrie et énergie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 8 mai 2025

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 8 mai 2025